

# Juste Terre!

n°151 - JUIN 2018

[www.entraide.be](http://www.entraide.be)

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

À l'heure où, même dans nos pays du Nord, la justice sociale est de plus en plus souvent mise à mal par les gouvernants, les pays du Sud ne peuvent cacher qu'ils rencontrent encore toujours des freins, voire des mouvements de retour en arrière. Comme vous le lirez ici, rien qu'au Nicaragua, au Brésil ou aux Philippines, les hommes et femmes de bonne volonté sont à nouveau dans la ligne de mire de ceux qui restent bien décidés à accaparer les richesses.



## Édito

### Le chemin vers la justice sociale reste semé d'embûches

L'année 2018, on le savait, ne serait pas avare en commémorations, un demi-siècle après une année 1968 qui n'avait pas été, elle, avare en événements de premier plan. Au cours des dernières semaines, on a ainsi entendu tout et son contraire sur Mai-68 selon que l'on se trouve du côté de ceux qui y voient un changement majeur de société ou parmi ceux qui n'y voient qu'une fumisterie. Une chose, toutefois, ne peut être retirée à ceux qui ont fait, voulu faire ou cru faire la révolution voici 50 ans : ils étaient mus par une quête de justice sociale. **Alors que Mai-68 semblait figurer la mort de Dieu, il se trouve des voix catholiques, telle celle de l'essayiste Gérard Leclerc<sup>1</sup>, pour clamer que le message de ce mois de folie n'était pas tant à chercher du côté du refus de Dieu que de celui du refus du totalitarisme.**

Au fond, il n'est rien de plus décourageant que de voir le progrès social stagner, voire reculer. Une partie de la population de nos pays éprouve à présent ce sentiment. Que dire alors de pays qui, en Asie ou en Amérique latine, semblaient sortir enfin de l'ornière de la dictature

et de la misère et paraissent connaître un grand saut en arrière, comme le Brésil ?

Cinq ans après 1968, les évêques du Nordeste brésilien justement signaient en 1973, dans un document publié par Entraide et Fraternité<sup>2</sup>, un texte aux allures encore prophétiques 45 ans plus tard : **« L'injustice née de cette société est le fruit des relations capitalistes de production qui donnent obligatoirement naissance à une société de classes portant la marque de la discrimination et de l'injustice [...] ». C'est là le fondement principal d'un gigantesque projet historique de transformation globale de la société actuelle en une société nouvelle [...]. L'Évangile appelle tous les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté à s'engager dans ce courant prophétique. »** Au Brésil, comme ailleurs, la défense de ceux qui portent ce message pour plus de justice sociale est encore un combat quotidien.

■ **Jean-François Lauwens**  
chargé de communication

<sup>1</sup> *Sous les pavés, l'Esprit, France-Empire-Salvator, 2018*

<sup>2</sup> « *J'ai entendu les cris de mon peuple* » (Exode 3,7), document d'évêques et de supérieurs religieux du Nord-Est (Brésil)



Pour que la Terre tourne plus **JUSTE !**

# À Mindanao, des sardines aux vertus innombrables

Sur l'île de Mindanao, aux Philippines, une communauté de pêcheurs soutenue par Entraide et Fraternité a réussi sa transition écologique vers la sécurité alimentaire en transformant sa pêche de sardines en produits commerciaux, en protégeant de manière durable un littoral trop souvent dévasté par les cyclones et en diversifiant ses moyens de subsistance. Et en participant à la paix entre les communautés.

C'est une petite communauté de plusieurs dizaines d'âmes vivant au sein du barangay (communauté villageoise) de Dangolaan, dans la municipalité de Sultan Naga Dimaporo, sur l'île de Mindanao, aux Philippines. Comme bon nombre d'autres dans cette région de la province de Lanao del Norte, elle est soutenue par LAFCCOD, un partenaire d'Entraide et Fraternité. L'histoire de cette communauté entre terre et mer est exemplaire, ses habitants vivant dans une forêt à même la baie pourraient servir de modèle à nombre d'autres communautés du Sud.

**Car voilà un petit village côtier qui a compris comment mêler agriculture et pêche, concilier tradition et respect de l'environnement, transcender les différences entre les sexes, les religions et les communautés. Au départ, voici une vingtaine d'années, tout est parti... des femmes.** « En 1996, nous avons créé la DLO (Organisation des femmes de Dangolaan), raconte sa présidente Cecilia Broa, pour fédérer les forces féminines de la communauté. Pendant que les hommes étaient à la pêche, les femmes avaient un peu plus de temps à consacrer à d'autres activités. Nous avons commencé en plantant des mangroves pour limiter les dégâts des raz-de-marée. Ensuite, nous avons commencé à faire de l'élevage de porcs pour diversifier les revenus. Les maris étaient intrigués, ils se demandaient à quoi nous passions notre temps. Et ils voulaient nous aider ! Les femmes de la communauté ont donc créé une deuxième association, masculine celle-là (Nangisda, Union des pêcheurs de Dangolaan), avec pour but de sensibiliser les hommes à l'environnement. »

## « Ne pas limiter les poissons à une image dans un livre »

Chacune des deux associations compte 40 membres mais elles ne sont pas étanches puisque les hommes assistent aux réunions des femmes et vice-versa. Dangolaan a créé une sorte de cercle vertueux dans lequel tous s'inscrivent, femmes, hommes et enfants. La transmission vers les générations futures est la principale motivation de ce groupe. « **On ne veut pas qu'à l'avenir,** dit encore Cecilia Broa, **on ne puisse plus voir de poissons que dans les livres. C'est notre moyen de subsistance, notre lieu de vie.** Mais uniquement en haute saison. C'est pourquoi nous ne sommes pas que pêcheurs mais aussi paysans : nous cultivons nos fruits (bananes, mangues, pastèques...) et possédons de petits élevages (porcs, poulets...). Nous avons longtemps eu recours aux produits chimiques avant de nous mettre à pratiquer l'agriculture biologique par cohérence avec notre souci pour l'environnement. »

On peut véritablement parler d'économie communautaire. Par exemple, devant cet enjeu majeur qu'est l'accès à l'eau pour l'irrigation, la communauté s'est organisée pour construire son propre système d'irrigation pour lequel chacun contribue en donnant du temps et de l'argent.

## Les sardines du Sultan

Mais la plus belle réussite, la plus visible, de cette communauté, ce sont incontestablement les dizaines de bocalaux de sardines Sultan qu'elle écoule par le biais de la petite coopérative qu'elle a créée sous le nom de

La coopérative féminine procède à toutes les étapes de la production de bocalaux de sardines.





## Des mangroves pour les générations futures

À l'occasion d'une mission au mois d'avril, les représentants d'Entraide et Fraternité ont planté quelques pousses de mangrove sur la plage de Dangolaan. « Une façon, insiste Fermin Flores, de LAFCCOD, de léguer un héritage aux générations futures. » Pour cette communauté, la pépinière de mangroves a permis de planter 50.000 plants sur cinq hectares. La replantation de mangroves est un des axes principaux du

travail de terrain de cette association partenaire vu l'enjeu majeur que représente la déforestation. Détruites par les typhons ou les tsunamis, les mangroves comptent parmi les premières victimes des catastrophes climatiques à répétition. Or, elles assurent aussi un rôle capital de protection face à ces phénomènes ainsi que contre l'érosion des sols et en faveur de la biodiversité. Enfin, leur présence assure également une nourriture de premier choix pour les poissons et les fruits de mer.



Replanter des mangroves pour une agriculture résiliente aux changements climatiques.

Namangka. Les « spanish sardines » (sardines à l'espagnole) sont un mets très populaire aux Philippines. On les trouve partout mais le plus souvent industrielles. Rien à voir avec les *Sultan Sardines*. Là aussi, c'est l'organisation des femmes qui est à la barre et gère la société qui souhaite accroître ses ventes. En haute saison, ce sont 85 bocaux de 230 g que les membres de la communauté produisent par jour. Les bénéfices (150 pesos par jour soit 2,5 euros ; aux Philippines, le seuil de pauvreté est de 2 \$ par jour) sont redistribués entre ces personnes.

**Cette activité génératrice de revenus permet évidemment de compléter les rentrées de la pêche et de l'agriculture et l'élevage mais aussi d'écouler les surplus.** Les pêcheurs vendent leur pêche (40 kg en moyenne pour 125 bocaux) à l'association qui vend le produit fini au voisinage ou aux magasins des alentours. En une journée, toutes les étapes de la préparation sont réalisées : retirer les écailles des poissons, couper leur tête, retirer leurs organes, les saler et les laisser reposer, les sécher, les conditionner en bocal, les assai-







Les mangroves assurent biodiversité et protection des côtes.

sonner (huile, maïs, carottes, pickles, épices), les cuire à pression et étiqueter les bocaux.

Les sardines du Sultan (la municipalité est à dominante musulmane et dirigée par un « sultan » même si la communauté en question est à dominante chrétienne) revêtent aussi un caractère prestigieux. En effet, chaque localité de la province a dû choisir le produit-phare qu'elle met en avant : ici, c'est le crabe (également favo-

risé par les mangroves), là le riz, et à Sultan Naga Dimaporo, c'est la sardine, ce qui permet aux bocaux de la coopérative d'être invités à la table du gouverneur ou dans les magasins de souvenirs officiels ! Une belle reconnaissance pour les hommes et les femmes de Dangolaan.

■ **Jean-François Lauwens**  
(aux Philippines)

### Un équilibre difficile entre trois communautés

Le projet de SND est soutenu par un partenaire d'Entraide et Fraternité sur place, LAFCCOD. Celui-ci a d'abord pour but de promouvoir des communautés de pêcheurs contrôlant leur propre production et la gérant de manière durable. Mais, à côté de la promotion du rôle de la femme dans ces communautés et d'une accession à des activités génératrices de revenus, LAFCCOD insiste aussi sur sa mission en termes de dialogue entre les communautés et de paix. C'est que la situation est particulièrement complexe en ce moment sur l'île de Mindanao, soumise depuis un an et au moins jusqu'au 31 décembre 2018, à la loi martiale et au couvre-feu suite au siège de Marawi. Située non loin de cette zone, la ville de Marawi, la seule du pays à majorité musulmane (Moros), a subi une véritable guerre entre le 23 mai et le 23 octobre 2017. À l'origine de ce conflit qui a fait plusieurs dizaines de morts et surtout déplacé 400.000 personnes, il y a la tentative des forces de l'ordre philippines d'intercepter un chef du groupe terroriste islamiste Abou Sayyef rallié à l'État. Elles se sont retrouvées face à un

important groupe de djihadistes déterminés à conquérir la ville, qui attaqueront successivement les églises, l'université, l'hôpital, la prison, avant de contrôler les principaux points de Marawi. Il faudra 5 mois de guérilla urbaine dans une ville en grande partie détruite pour que l'armée, soutenue par les Américains, vienne à bout des rebelles, le chef des terroristes, Isnilon Hapilon, ayant été abattu. Une partie de l'île de Mindanao est dirigée, cas unique dans le pays, par un gouvernement régional autonome (ARMM, Mindanao musulman). Tous les partenaires locaux d'Entraide et Fraternité travaillent à cette dimension de dialogue interculturel entre ce que l'on appelle les Tri-People présents dans la région, à savoir les musulmans (5 % de la population du pays mais 25 % à Mindanao), les indigènes et les chrétiens, appelés « migrants » aux Philippines car envoyés massivement des îles du nord par le pouvoir central et autoritaire de Manille après la Seconde Guerre mondiale. Ce qui a eu pour effet en cascade de voir ces chrétiens prendre possession de terres des Moros, lesquels ont renvoyé les indigènes vers des zones plus reculées.



# Les défenseurs des paysans sans terre dans l'œil du cyclone au Brésil

Défendre la cause des paysans sans terre reste un exercice difficile au Brésil : le père Amaro en a fait les frais. Il a été arrêté alors que la question du droit à la terre connaît une nouvelle période de turbulences, les plus graves depuis 15 ans.

Le 27 mars dernier, le Père Amaro Lopes de Sousa, 50 ans, prêtre de la paroisse de Santa Luzia à Anapu (État du Para, au sud de l'Amazone) et membre de la Commission pastorale de la terre (CPT), une branche de la Conférence épiscopale brésilienne, a été arrêté et jeté en prison. Entraide et Fraternité s'indigne de cette arrestation avec le CCFD-Terre solidaire, notre pendant français, qui écrivait que « *Toute personne ayant eu l'occasion d'échanger avec le Père Amaro dans l'exercice de sa mission pastorale peut attester de l'intégrité de son dévouement sans faille.* » Pourtant, la police d'Anapu a collectionné les chefs d'accusation contre le prêtre afin de justifier sa mise en détention préventive : « *association de malfaiteurs en vue d'invasions illégales de terres publiques et privées avec armes à feu ; extorsion de fonds auprès des propriétaires terriens ; blanchiment d'argent ; déforestation illégale ; harcèlement sexuel.* »

Si les autorités ont fini par reconnaître que ce dernier grief était fantaisiste, il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que toutes ces accusations semblent une nouvelle fois faire le jeu des grands propriétaires fonciers contre lesquels le Père Amaro se bat sans relâche. « *C'est un infatigable défenseur des droits*

*humains, de la régularisation foncière, de la réforme agraire et des paysans sans terre* », a d'ailleurs déclaré Mgr Erwin Kräutler, évêque brésilien. Depuis des années, le Père Amaro était victime de menaces de mort. En le mettant au centre de diffamations, les grands propriétaires fonciers de la région souhaitent évidemment décrédibiliser et délégitimer les actions du prêtre.

## Machination des « fazendeiros »

En réalité, il faut surtout comprendre ces événements à la lecture des récents rapports sur les violences récentes dans le monde rural. Selon la Commission pastorale de la terre, 2017 a été l'année la plus meurtrière en milieu rural depuis... 2003 avec notamment 65 assassinats. Selon les observateurs, les propriétaires fonciers locaux sont tellement puissants qu'ils ont le pouvoir de criminaliser les défenseurs des droits du peuple. Voici deux ans, dans une interview avec Jean-Claude Gérez, correspondant de l'Agence de Presse internationale catholique (APIC) en Amérique latine, le Père Amaro lui-même avait décrit Anapu comme une ville « *aux mains du crime organisé* » : « *Si la plupart des*

Le Père Amaro est une figure de la lutte contre les injustices.





Le Père Amaro, un infatigable défenseur de la réforme agraire et des paysans sans terre

*homicides ont été perpétrés sur des petits paysans qui vivaient dans le projet de développement durable PDS Esperança, les violences existent désormais aussi dans le centre urbain, jusqu'alors exempt de problèmes. Le pire : ceux qui commettent ces actes circulent librement, au vu et au su de la population. C'est donc un désir de justice et la volonté d'en finir avec le climat d'impunité que les habitants d'Anapu sont venus exprimer aux représentants des pouvoirs publics. Le peuple a revendiqué ses droits, notamment à la sécurité. »*

La CPT, qui a pu entrer en contact avec l'avocat du Père Amaro, estime que tout cela relève de la machination et souligne d'ailleurs le fait que les témoignages utilisés par la justice proviennent tous de grands propriétaires de la région qui se sont présentés spontanément au commissariat... **Les « fazendeiros » s'opposent avec la**

**plus grande véhémence à la redistribution des terres et à la « demarcação » (démarcation) des terres indigènes, un procédé reconnu dans la Constitution et qui rend inaliénable les terres des Indiens.**

Le projet Esperança avait été lancé par Sœur Dorothy Stang, en 2003. Or, le sort réservé au Père Amaro n'est pas sans rappeler celui subi par Sœur Dorothy. Cette religieuse américaine de la congrégation des Sœurs de Notre-Dame de Namur (fondée à Namur) avait été abattue par deux tueurs à gages en 2005 (elle avait alors 73 ans) dans la même ville d'Anapu. Elle était, elle aussi, une défenderesse des intérêts des petits paysans sans terre que soutient Entraide et Fraternité dans l'État voisin de Goiás.

■ Jean-François Lauwens

### Des religieux également sous le feu aux Philippines

À la toute fin du mois d'avril, **un prêtre philippin, Mark Ventura**, a été assassiné par balles dans l'église où il s'apprêtait à célébrer un baptême tout à fait au nord du pays. Le Père Ventura était connu comme pourfendeur des abus de l'industrie minière et comme défenseur des populations indigènes des Philippines.

Quelques semaines plus tôt, **une religieuse australienne, Sœur Patricia Fox**, avait fait les gros titres de la presse philippine en raison de son expulsion pour « activités anti-gouvernementales contraires à celles autorisées par son visa ». Présente dans le pays depuis 27 ans, Sœur Fox, 71 ans, était la supérieure d'un couvent de Manille. Elle a été détenue une journée entière en raison des activités en faveur des droits des paysans et des ouvriers (ainsi que de l'agriculture biologique) de Mindanao, région où sont actifs nombre de partenaires d'Entraide et Fraternité.



## Au Nicaragua, l'aridité ne décourage pas les paysans

Déjà compliquée par une pauvreté impressionnante, la situation intérieure du Nicaragua a dégénéré au cours des derniers mois. Le soutien d'Entraide et Fraternité aux communautés rurales du Corredor Seco, souvent frappé de sécheresse, n'en trouve que plus de pertinence.

Sarah Crosset est la nouvelle chargée de partenariats pour l'Amérique centrale à Entraide et Fraternité. En guise de passage de relais avec celle qui l'a précédée dans cette fonction, Ana Vassallo, elles rentrent toutes deux d'une mission qui les a notamment menées au Nicaragua. « *La première satisfaction, se réjouit Sarah Crosset, c'est de voir **combien nos partenaires sur place sont crédibles et solides. Bien structurés, ils travaillent ensemble, ce qui ne peut que les rendre plus efficaces encore.*** »

Dans le cadre du programme Droit à l'alimentation lancé l'an dernier (5 ans), Entraide et Fraternité travaille avec trois associations de Jinotega, à l'est de la capitale Managua, dans la zone dite du Corredor Seco (Corridor sec) centro-américain. **Les communautés rurales de la région sont des actrices de leur propre développement, elles mettent en pratique leurs modèles agroécologiques durables en améliorant leurs structures et leur qualité de vie, tout en étant fortement attentifs à la question de la place de la femme et de l'accès de la terre pour les jeunes agriculteurs** (il existe un plan de redistribution des terres mais qui n'est pas effectif, comme dans beaucoup de pays). Ces organisations sont

donc à la croisée des préoccupations d'Entraide et Fraternité.

Le programme vise à soutenir le travail des agriculteurs, y compris les femmes et les jeunes, qui participent à la construction de modèles alimentaires durables, à la création d'emplois et à la promotion de la participation citoyenne. Les modèles agro-alimentaires durables seront mis en œuvre à travers le Plan de gestion agricole durable avec une vision de gestion des risques environnementaux résistante aux changements climatiques. Cela permettra d'améliorer la production et la productivité des terres des agriculteurs, de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de réhabiliter les ressources naturelles (eau, sol et biodiversité). La création d'emplois fournira des revenus aux femmes et aux jeunes. « *Le cœur de ce processus, c'est notre effort. Avoir accès à la terre permet d'améliorer notre situation économique et la qualité des aliments que nous mangeons. Être une femme ne signifie pas que nous ne pouvons pas travailler la terre. La terre ne perd pas de valeur. Le jour où nous mourrons, elle restera pour nos enfants* », disent les femmes du collectif féminin de la communauté de Santiago del Coyolito.

La parcelle de Yolanda del Carmen se trouve près d'une source d'eau.







Grâce à FODA, Carmensa a pu acheter une terre pour ses besoins.

## De l'eau, de l'eau

Ces trois associations partenaires sont toutes actives auprès de communautés rurales plus ou moins larges. Elles se nomment AVODEC, FODA et La Cuculmeca. Toutes promeuvent l'agroécologie au travers de formations, prêtent des semences locales par le biais de la constitution d'une banque de semences, voire la création de nouvelles semences par les agriculteurs. Elles prêtent aussi une attention toute particulière à la question de l'eau : **protection des sources, distribution démocratique de l'eau, récolte de celle-ci sont autant de moyens de permettre aux petits paysans de faire vivre leur communauté dans un décor particulièrement aride** (le Corredor Seco tient évidemment son nom des multiples sécheresses qui frappent régulièrement la zone).

Sur sa parcelle de La Ermita, Carmensa del Socomo Lopez Mesa, est très fière et heureuse de présenter sa terre. « Grâce à FODA, j'ai pu acheter une demi manzana de terre (1 manzana = 7 mètres carrés) pour 45.000 cordobas (1200 euros). Les terres coûtent cher ici. Avec cette terre, je peux semer frijoles (haricots) et autres légumes. J'utilise de l'engrais organique car c'est meilleur pour la santé. L'acquisition de cette terre me permet de soutenir l'économie de ma famille. **J'aime travailler la terre et j'en suis fière. Grâce à cela, j'offre un futur à mes enfants.** Et, petit à petit, je pourrai en acheter d'autres. » Au Nicaragua aussi, les petits ruisseaux forment les grandes rivières...

■ Jean-François Lauwens

## Le sanglant printemps de Managua

Comme Paris, Prague ou Tunis, Managua aura connu son « printemps » de l'espoir... et de la désillusion. Tout au long des mois d'avril et de mai, un mouvement social parti des... retraités et des étudiants a été l'objet d'une répression toujours plus dure de la part du pouvoir nicaraguayen. On recense des dizaines de morts mais aussi de cas de disparition et de torture. C'est le 19 avril que le pays a basculé dans sa crise la plus grave depuis la chute de la dictature de Somoza en 1979. Depuis plusieurs mois, les retraités manifestaient contre une réduction drastique de leurs déjà très faibles allocations de pension - avec le soutien des étudiants. Ce jour-là, l'armée a voulu prendre le contrôle des universités mais les étudiants ont construit des barricades. La

répression a fait plus de 60 morts. La plupart des manifestants et des victimes avaient entre 15 et 25 ans. Cette répression a provoqué de nombreuses autres manifestations, de sorte que la contestation s'est propagée à toutes les couches de la population, notamment dans la fonction publique. Pour les Nicaraguayens, la déception est d'autant plus grande que cette répression sanglante est l'œuvre de celui qui avait fait chuter la junte, Daniel Ortega, qui était alors le chef de l'opposition sandiniste. Une première fois président dans les années 80, Ortega a été élu à trois reprises à la présidence depuis 2007. Sa dérive totalitaire lui a permis de modifier la Constitution afin de pouvoir se représenter à l'envi à la tête du pays et de garantir un accès aux ressources du pays aux grandes entreprises.

**Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl**

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | [entraide@entraide.be](mailto:entraide@entraide.be) | [www.entraide.be](http://www.entraide.be) | [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de  
**LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT**

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.

**Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci**